

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG/GEN/M/7

9 août 2001

(01-3961)

Comité des accords commerciaux régionaux
Vingt-neuvième session

**UNION DOUANIÈRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE,
LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, LE BÉLARUS,
LE KAZAKHSTAN ET LE TADJIKISTAN**

**ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET
LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, L'UKRAINE, L'OUZBÉKISTAN,
LA MOLDOVA ET LE KAZAKHSTAN**

**ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'AZERBAÏDJAN, L'ARMÉNIE,
LE BÉLARUS, LA GÉORGIE, LA MOLDOVA, LE KAZAKHSTAN,
LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, L'UKRAINE, L'OUZBÉKISTAN,
LE TADJIKISTAN ET LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE**

Note sur la réunion du 2 juillet 2001

Président: M. V. Notis (Grèce)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/1568.
2. Au titre des points C.II-VIII de l'ordre du jour de sa vingt-neuvième session, le Comité des accords commerciaux régionaux (ci-après dénommé "le CACR" ou "le Comité") a procédé à la troisième séance d'examen des accords commerciaux régionaux (ACR) suivants:
 - A. Union douanière entre la République kirghize, la Fédération de Russie, le Bélarus, le Kazakhstan et le Tadjikistan
 - B. Accord de libre-échange entre la République kirghize et la Fédération de Russie
 - C. Accord de libre-échange entre la République kirghize et l'Ukraine
 - D. Accord de libre-échange entre la République kirghize et l'Ouzbékistan
 - E. Accord de libre-échange entre la République kirghize et la Moldova
 - F. Accord de libre-échange entre la République kirghize et le Kazakhstan
 - G. Accord de libre-échange entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie, le Bélarus, la Géorgie, la Moldova, le Kazakhstan, la Fédération de Russie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la République kirghize.

Déclarations générales

3. Le Président a signalé qu'il s'agissait de la troisième séance d'examen des sept accords conclus par la République kirghize avec d'autres pays de l'ex-Union soviétique. Les examens précédents avaient eu lieu lors des deux dernières sessions du Comité, en octobre 2000 et février 2001; les comptes rendus de ces réunions avaient été distribués sous les cotes WT/REG/GEN/M/5 et 6. Pour éviter toute répétition inutile, le Président a indiqué que l'examen des ACR comporterait trois volets: l'accord d'union douanière, les cinq accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et l'ALE de la Communauté des États indépendants (CEI).

4. Le représentant de la République kirghize a indiqué qu'il exposerait brièvement les progrès réalisés depuis le premier examen des accords conclus par son pays. Sa délégation avait notifié peu d'accords au titre de l'article XXIV, à savoir l'Accord sur l'union douanière et la zone économique unique conclu entre la République kirghize, la Fédération de Russie, le Bélarus, le Kazakhstan et le Tadjikistan; l'Accord de libre-échange de la CEI, les Accords de libre-échange entre la République kirghize et la Fédération de Russie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, la Moldova et le Kazakhstan, respectivement, et plus récemment, l'Accord de libre-échange entre la République kirghize et l'Arménie. Au cours des deux premières séances d'examen, la délégation de la République kirghize avait reçu de nombreuses questions et y avait répondu, notamment sur la portée des accords, leur nature, leurs dispositions relatives aux échanges, ainsi que leurs liens entre eux; toutes ces informations avaient été distribuées dans des documents officiels. Pendant l'étude de toutes ces questions, une grande attention avait été apportée à l'application de mesures antidumping, de mesures de sauvegarde et de mesures compensatoires. S'agissant de l'Accord de libre-échange de la CEI et des accords bilatéraux, le représentant a dit que son pays n'appliquait à l'époque aucune restriction à l'encontre des Parties à ces accords, conformément aux protocoles sur les modifications et adjonctions à l'Accord de libre-échange de la CEI aux termes desquels les Parties étaient convenues de ne pas introduire de restrictions quantitatives. Des mesures de sauvegarde pourraient néanmoins être employées pour améliorer la situation de la balance des paiements, ainsi que des mesures antidumping. Quant à l'Accord d'union douanière, il trouvait son origine dans l'Accord d'union économique du 24 septembre 1993, signé par tous les pays de la CEI sauf l'Ukraine, et qui témoignait de l'intention des Parties de créer une union économique. Cependant, seuls cinq pays de la CEI avaient souscrit à l'accord visant à instaurer une union douanière. L'Accord sur l'union douanière et la zone économique unique avait été signé le 26 février 1999, et le Parlement de la République kirghize l'avait ratifié le 14 janvier 2000. Selon l'article 23, il incombait aux Parties d'arrêter un calendrier pour la mise au point de l'union douanière. Ainsi qu'il ressortait des réponses, il était pour l'instant impossible de donner une date précise pour la création de l'union douanière et du tarif douanier commun, étant donné que l'on était en plein travail d'unification des droits de douane. Les Parties collaboreraient étroitement pour établir un tarif douanier commun comme le prévoyait l'article XXIV:8a)ii). L'orateur a souligné que le processus d'intégration se poursuivait, et que l'union douanière relevait actuellement d'un accord provisoire. Pendant la session de février du Comité, sa délégation avait présenté le texte de l'Accord sur la création de la Communauté économique eurasiennne signé le 10 octobre 2000 par les chefs d'État de cinq membres de l'union douanière. La création de cette organisation internationale constituait un pas de plus vers une union douanière à part entière. Au cours de la période de transition, les Parties avaient décidé d'établir leurs propres taux pour les produits sensibles, lesquels ne devaient pas dépasser 15 pour cent du total des marchandises échangées conformément à l'article 8 de l'annexe à l'Accord sur le tarif douanier commun des États membres de l'union douanière; ces renseignements avaient déjà été communiqués dans la section I.3 du document WT/REG71/6 et dans son annexe. Le représentant comprenait que ce chiffre inquiète certaines délégations, mais, a-t-il rappelé, il était reconnu à l'article XXIV que lors de la substitution d'un seul territoire douanier à deux ou plusieurs territoires douaniers, certains besoins pouvaient être pris en compte et une période de transition instaurée pour régler des questions sensibles. Il a rappelé que la liste de marchandises sensibles de la République kirghize, distribuée dans le document WT/REG71/6/Add.1, incluait des produits industriels et agricoles. Sur le plan quantitatif, le chiffre de 15 pour cent signifiait que, par "l'essentiel des échanges commerciaux", il fallait entendre 85 pour cent du total des échanges. S'agissant des mesures ayant pour effet de restreindre les échanges, il a souligné que la République kirghize n'appliquait aucune mesure de sauvegarde, mesure antidumping ou mesure compensatoire à l'encontre de ses partenaires. Il a insisté sur le fait que les efforts déployés par les membres de l'union douanière obéissaient à une volonté d'internationalisation de leurs activités économiques; il fallait bien voir que, dans le passé, les pays concernés faisaient partie d'une zone économique unique. Enfin, compte tenu des difficultés rencontrées par le Comité, l'orateur a proposé que, pour que le travail soit plus productif, l'examen des accords bilatéraux conclus par la République kirghize soit axé sur l'ALE avec la Moldova, pays également Membre de l'OMC, et que l'on mette de

côté l'examen des quatre autres ALE conclus par la République kirghize et les pays non Membres de l'OMC.

5. La représentante des États-Unis a demandé qu'on lui confirme que ce qui venait d'être proposé consistait à reporter l'examen de tous les accords bilatéraux conclus par la République kirghize à l'exception de celui passé avec la Moldova, qui était Membre de l'OMC. Le représentant de l'Australie s'est demandé si, la proposition signifiait qu'on continuerait l'échange de questions et réponses concernant tous les accords mais que le travail d'examen proprement dit ne serait poursuivi que pour l'ALE conclu entre la République kirghize et la Moldova.

6. Le représentant des Communautés européennes (CE) a signalé que peu d'informations avaient été fournies au sujet des accords bilatéraux, notamment ceux conclus avec des États non Membres de l'OMC, ce qui empêchait le Comité de juger si les critères pertinents de l'article XXIV avaient été respectés. Il a convenu que l'on avait besoin de plus de temps pour faire une évaluation complète de ces accords, mais a demandé que les informations disponibles soient communiquées pour que sa délégation puisse continuer d'étudier ces accords même si le processus d'examen officiel était retardé. Il a engagé le représentant de la République kirghize à expliquer plus en détail le lien existant entre les divers accords, ayant quelques doutes quant aux règles applicables à chaque produit. Des consultations étaient toujours nécessaires à propos de l'Accord sur l'union douanière et certains renseignements demandés manquaient encore, notamment le plan et le calendrier concernant la formation de l'union douanière, dont on avait besoin pour évaluer l'Accord. L'orateur estimait que le Comité ne serait en mesure d'examiner l'Accord qu'une fois en possession de renseignements complémentaires.

7. La représentante des États-Unis a dit qu'elle croyait comprendre que le représentant des CE proposait de reporter l'examen de tous les accords conclus par la République kirghize jusqu'à ce que des renseignements complémentaires soient fournis. Elle a noté qu'il était possible de répondre à certaines questions dans l'immédiat mais que, pour d'autres, il serait intéressant de connaître ultérieurement les points de vue des autres Parties aux accords. Dans cette optique, elle pouvait approuver la proposition des CE.

8. Le représentant de la République kirghize a dit que les accords conclus par son pays ne se contredisaient pas mais se complétaient les uns les autres. Il a précisé que sa proposition consistait à poursuivre l'examen de l'Accord d'union douanière et de l'ALE entre son pays et la Moldova, et à suspendre l'étude des autres ALE bilatéraux. Il a ajouté que des consultations pouvaient être organisées quant aux modalités d'examen des divers accords.

9. Le Président a noté que, à la lumière du mandat donné au CACR, l'examen de ces accords ne serait suspendu que s'il existait un consensus. Cette manière de procéder ne serait probablement pas fructueuse étant donné que les délégations avaient des questions à propos de ces accords.

10. Le représentant des Communautés européennes a dit que la cause de nombreuses difficultés en rapport avec les réponses reçues était liée au fait que la République kirghize ne savait pas toujours ce que faisaient ses partenaires. Le fait que la plupart de ses partenaires n'étaient pas Membres l'OMC ne modifiait en rien le mandat concernant l'examen de ces accords ni les droits et obligations des Membres de l'OMC, y compris la République kirghize. L'orateur a suggéré de laisser plus de temps à la République kirghize pour qu'elle recueille des renseignements complémentaires auprès de ses partenaires, et aux délégations pour leur permettre d'analyser ces réponses supplémentaires, sans suspendre le processus d'examen.

11. Après avoir noté que les informations manquantes correspondaient essentiellement au type de renseignements fournis uniquement par les Membres de l'OMC, la représentante des États-Unis a dit qu'elle pouvait se montrer assez souple quant à la façon d'aborder cette question. Elle pouvait

accepter qu'on retarde l'examen de certains accords au motif que les délégations n'avaient plus de questions auxquelles seule la République kirghize pouvait apporter une réponse, ou qu'on le suspende officiellement après avoir donné aux délégations la possibilité de poser d'autres questions sur l'ALE entre la République kirghize et la Moldova. En revanche, elle était opposée à l'idée de clore l'examen d'accords pour lesquels certaines Parties n'étaient pas présentes pour donner leur point de vue.

12. Le Président, au vu de ce qui avait été dit, a proposé de poursuivre l'examen de ces accords à la réunion en cours. Après cette session, il mènerait des consultations informelles pour déterminer de quelle façon le Comité devrait continuer à examiner tous les accords passés par la République kirghize.

A. EXAMEN DE L'ACCORD D'UNION DOUANIÈRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE, LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, LE BÉLARUS, LE KAZAKHSTAN ET LE TADJIKISTAN

13. Le président a indiqué que la dernière série de questions posées par écrit aux Parties et les réponses reçues avaient été distribuées dans le document WT/REG71/6/Add.1.

14. Le représentant des Communautés européennes a demandé en quoi consistaient les exceptions et si le chiffre de 15 pour cent avait été fixé en vertu du principe de précaution ou s'il était effectivement appliqué. Le représentant de la République kirghize a répondu que le chiffre de 15 pour cent avait été adopté à titre provisoire et que les travaux se poursuivaient à ce sujet. La liste définitive des marchandises visées n'en serait pas affectée. Il a confirmé que l'on continuait également d'œuvrer à l'élaboration d'un tarif douanier commun et qu'il n'était pas encore possible de donner la date exacte de création de l'union douanière.

15. Le Président a invité les délégations qui avaient des questions à les transmettre au Secrétariat avant le 10 juillet, en demandant aux Parties d'y répondre dès que possible, mais pas après le 4 septembre.

B.-F. EXAMEN DES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE CONCLUS ENTRE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, L'UKRAINE; L'OUZBEKISTAN; LA MOLDOVA ET LE KAZAKHSTAN, RESPECTIVEMENT

16. Rappelant qu'il s'agissait de la troisième séance d'examen de ces cinq accords, le Président a recommandé de les étudier tous ensemble, étant entendu que cela n'aurait aucun effet sur l'examen en soi, vu que chaque accord serait jugé individuellement et ferait l'objet d'un rapport et de conclusions spécifiques. Les deux premières séances d'examen avaient eu lieu en octobre 2000 et février 2001, et les comptes rendus correspondants avaient été distribués sous les cotes WT/REG/GEN/M/5 et 6. La dernière série de questions et réponses écrites était présentée dans le document WT/REG73-76,81/4/Add.1.

17. Revenant sur le débat antérieur, la représentante des États-Unis a demandé si l'examen porterait uniquement sur l'ALE entre la République kirghize et la Moldova, ou également sur les autres ALE. Le Président a précisé que les délégations pourraient poser des questions sur n'importe lequel des accords.

18. Revenant sur la question II.1 du document WT/REG73-76,81/4/Add.1, la représentante des États-Unis a noté que la réponse donnée ne garantissait pas que tous les droits seraient éliminés au titre des accords. Elle souhaitait en avoir confirmation, étant donné qu'un engagement important prévu à l'article XXIV consistait en l'élimination de tous les droits. Le représentant de la République kirghize a dit que, comme il était indiqué dans le document contenant les questions et réponses, les Parties étaient convenues d'éliminer tous les droits à l'importation et à l'exportation en vertu du

"Protocole relatif aux modifications et adjonctions à l'Accord sur la création d'une zone de libre-échange".

19. Revenant à la question I.3 de savoir si les partenaires de la République kirghize maintenaient des exceptions au titre de l'un ou l'autre des ALE bilatéraux, le représentant des Communautés européennes a indiqué que sa délégation n'était pas satisfaite de la réponse donnée selon laquelle il faudrait s'informer auprès des groupes de travail respectifs s'occupant de l'accession. Étant donné que la Moldova était Membre de l'OMC, la réponse n'était pas appropriée. Sa délégation souhaitait qu'un représentant de la Moldova soit présent à la prochaine réunion portant sur cet accord pour permettre au Comité d'effectuer un examen plus approfondi d'au moins un des accords. S'agissant des autres accords, il a demandé à la République kirghize de fournir plus de renseignements au sujet de ses partenaires, tout en sachant qu'il était difficile pour une délégation de donner des informations au nom d'une autre.

20. Le Président a noté que la troisième séance d'examen de ces accords avait permis au Comité d'éclaircir un certain nombre de points mais qu'il restait des questions en suspens. Il a invité les délégations qui avaient encore des questions à les transmettre au Secrétariat pour le 10 juillet, en demandant aux Parties de répondre dès que possible, mais pas après le 4 septembre.

G. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'AZERBAÏDJAN, L'ARMÉNIE, LE BÉLARUS, LA GÉORGIE, LA MOLDOVA, LE KAZAKHSTAN, LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, L'UKRAINE, L'OUZBÉKISTAN, LE TADJIKISTAN ET LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

21. Le Président a noté qu'il s'agissait de la troisième séance d'examen de l'Accord de libre-échange entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie, le Bélarus, la Géorgie, la Moldova, le Kazakhstan, la Fédération de Russie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la République kirghize. Les examens précédents avaient eu lieu au cours des deux dernières sessions du Comité, en octobre 2000 et février 2001, dont les comptes rendus avaient été distribués sous les cotes WT/REG/GEN/M/5 et 6. Les dernières questions écrites adressées aux Parties et les réponses correspondantes figuraient dans le document WT/REG82/4/Add.1.

22. Après avoir signalé que sa délégation acceptait de reporter la discussion de cet accord, la représentante des États-Unis a demandé des éclaircissements sur le lien existant entre ledit accord et les autres accords bilatéraux. Elle a demandé si l'Accord de la CEI primait les accords bilatéraux, ou si c'était l'inverse. Le représentant de la République kirghize a répondu que le rapport existant entre les accords bilatéraux et celui de la CEI avait déjà été expliqué et que l'on ne pouvait rien y ajouter. Il a réaffirmé que tous ces accords devaient être jugés individuellement.

23. Le représentant des Communautés européennes souhaitait savoir si le champ d'application de l'Accord de la CEI était le même que celui des accords bilatéraux. Il se demandait s'il pouvait exister des contradictions entre eux et, dans l'affirmative, ce qu'il adviendrait. Certes chaque accord devait être jugé individuellement, mais il n'en restait pas moins que ces accords étaient clairement liés parce qu'ils portaient sur le même genre d'actions. Le représentant de l'Australie a déclaré ne pas comprendre en quoi il existait une interaction entre les divers accords. Il admettait que les accords devaient être jugés individuellement mais, en l'occurrence, les accords visaient les mêmes Parties, ce qui constituait une situation différente. Les questions que l'on venait de poser étaient justifiées et il souhaitait que l'on y réponde. Le représentant du Japon s'est déclaré du même avis. Le représentant de la République kirghize a répondu que l'Accord de la CEI avait été signé en premier et qu'ensuite, dans le but d'améliorer les relations entre les pays, les Parties avaient décidé de conclure également des accords bilatéraux.

24. Le Président a dit que, vu que quatre délégations avaient posé des questions sur les liens existant entre les accords, il était évident que des points restaient à éclaircir. Il a ajouté qu'il tiendrait des consultations informelles pour en éclaircir certains et qu'il en rendrait compte au Comité à sa prochaine session. Entre-temps, si les délégations avaient d'autres questions, elles pourraient les transmettre au Secrétariat pour le 10 juillet et les Parties devraient y répondre dès que possible, mais pas après le 4 septembre.

25. Le Comité a pris note des observations formulées.
